

CLUB DE LA BOUSSOLE

Mai 2007 /Avril 2008

UNE ANNEE AU SERVICE DES FRANÇAIS



Conformément à sa finalité, le Club de la Boussole a mené un **travail d'évaluation prospective portant sur la réalisation des engagements électoraux de Nicolas Sarkozy pris devant les Français lors de l'élection présidentielle de 2007.**

Méthodologie : Le document de référence de ce travail d'évaluation prospective est la profession de foi adressée à chaque électeur par le candidat Sarkozy, en avril 2007. **Face à ce texte ont été mises en correspondance les actions entreprises depuis mai 2007.**

Les députés, membres du Club de la Boussole, sont : Jérôme Bignon (Somme), Yves Bur (Bas-Rhin), Olivier Carré (Loiret), Philippe Cochet (Rhône), François Cornut-Gentille (Haute-Marne), Sophie Delong (Haute-Marne), Bernard Depierre (Côte d'Or), Marie-Hélène Des Esgaulx (Gironde), Nicolas Dhuicq (Aube), Michel Diefenbacher (Lot-et-Garonne), Daniel Fasquelle (Pas de Calais), Guy Geoffroy (Seine-et-Marne), Alain Gest (Somme), Claude Greff (Indre-et-Loire), Jean-Claude Guibal (Alpes Maritimes), Marc Laffineur (Maine-et-Loire), Charles de la Verpillière (Ain), Jean Leonetti (Alpes-maritimes), Alain Marty (Moselle), Alain Mathis (Aube), Damien Meslot (Territoire de Belfort), Pierre Morel-à-L Huissier (Lozère), Michel Piron (Maine-et-Loire), Didier Quentin (Charente-maritime), Jacques Rémillier (Isère), Michèle Tabarot (Alpes-maritimes), Guy Teissier (Bouches du Rhône), Philippe Vitel (Var), Jean-Luc Warsmann (Ardennes).

ENSEMBL

Mes chers concitoyens,

Depuis vingt-cinq ans, on vous dit que contre le chômage, la crise du logement, l'exclusion, les délocalisations, on ne peut rien faire. On vous explique que la politique ne peut plus agir, qu'avec la mondialisation les États n'ont plus de rôle à jouer.

Je vous propose d'en finir avec ce renoncement, avec cette résignation.

Depuis 2002, je vous ai montré que l'on pouvait agir. Bien sûr, il reste encore beaucoup à faire. Mais, en cinq ans, la délinquance a reculé et l'immigration a été mieux maîtrisée.

Je sais que si nous voulons, nous pouvons.

Notre pays traverse une triple crise. Une crise du travail : il n'est plus assez récompensé. Une crise de l'action politique : elle n'est plus efficace. Une crise

d'identité : notre nation n'ose plus défendre, ni transmettre ses valeurs.

Il n'y a aucune fatalité. Notre pays peut changer. Il peut relever les défis qui sont les siens. Il peut résoudre les problèmes qui sont les vôtres, tout en restant lui-même.

Ces dernières semaines, j'ai eu l'occasion de vous présenter mes propositions. Je n'ai pas cherché à vous cacher la vérité, parce que je pense que la vie politique de notre pays a trop longtemps souffert d'un manque de sincérité. Mais, au-delà des mesures concrètes que je prendrai si je suis élu, à l'heure où vous devez choisir celui qui va conduire notre pays pendant cinq ans, je veux surtout que vous sachiez **quelles sont les valeurs qui guideront mon action.**

Je veux d'abord être le Président de la valeur travail

Le travail est au cœur de mon projet présidentiel.

À force de le dévaloriser, de donner moins à ceux qui travaillent et plus à ceux qui vivent de l'assistanat, de renoncer à aider ceux qui le veulent à trouver un emploi, **la France est devenue le pays qui travaille le moins en Europe.** Nous ne créons plus assez de richesses. Cette situation ne peut pas durer.

Je veux réhabiliter le travail. Le travail est la condition de la liberté et de la dignité. Tout doit être fait pour donner du travail à ceux qui n'en ont pas. Mais je veux rappeler aussi qu'il n'est pas acceptable que certains refusent de travailler, alors qu'ils le pourraient.

Je ferai en sorte que le travail soit toujours récompensé. Les revenus du travail seront toujours supérieurs à ceux de l'assistanat et les titulaires d'un minimum social devront avoir une activité d'intérêt général.

Je supprimerai les droits de donation et de succession pour que vous puissiez transmettre à vos enfants le fruit du travail de toute votre vie.

Partager le travail n'a jamais permis de réduire le chômage. Tout l'argent que nous dépensons pour payer les Français à travailler moins, je l'utiliserai pour inciter les Français à travailler plus, par exemple en encourageant les entreprises à donner du travail aux seniors. Car, c'est l'activité des uns qui crée le travail des autres.

Le service public de l'emploi sera unifié et aidera chacun à retrouver rapidement un emploi en cas de chômage. **Le droit du travail sera réformé** pour inciter les entreprises à embaucher.

Surtout, je mènerai une politique économique totalement nouvelle. J'investirai dans la formation et l'innovation. **J'aiderai nos PME à grandir,** le commerce et l'artisanat à se développer. Je réduirai la fiscalité qui pèse sur les entreprises et sur le travail.

Je soutiendrai notre agriculture et mettrai en place une politique industrielle, car nous devons soutenir notre industrie comme je l'ai fait avec Alstom. Je ferai en sorte que l'euro devienne un outil de croissance, d'emploi et de puissance économique. Si nous avons fait l'euro, c'est pour nous en servir.

Je souhaite que nous atteignions le plein-emploi en moins de cinq ans. C'est possible. Chacun pourra avoir un travail stable à temps complet, je pense notamment aux femmes. C'est ainsi que nous lutterons le mieux contre la pauvreté et l'exclusion.

Je soutiendrai notre agriculture et mettrai en place une politique industrielle, car nous devons soutenir notre industrie comme je l'ai fait avec Alstom. Je ferai en sorte que l'euro devienne un outil de croissance, d'emploi et de puissance économique. Si nous avons fait l'euro, c'est pour nous en servir.

Je souhaite que nous atteignions le plein-emploi en moins de cinq ans. C'est possible. Chacun pourra avoir un travail stable à temps complet, je pense notamment aux femmes. C'est ainsi que nous lutterons le mieux contre la pauvreté et l'exclusion.



NICOLAS SARKOZY
sarkozy.fr

- La fusion en cours de l'ANPE et des ASSEDIC va permettre à la France d'être dotée d'un service public de l'emploi performant : c'est à terme entre 30 à 60 demandeurs d'emploi par conseiller et non plus 100 à 120, comme actuellement

- L'accord national interprofessionnel sur la modernisation du marché signé le 11 janvier 2008 préfigure la possibilité de transferts de certains droits (droit individuel à la formation, droit à la complémentaire santé), après la rupture du contrat de travail

- Réduction de l'ISF de 75 % des sommes investies dans le financement des PME, dans la limite de 50.000 € et renforcement du bouclier fiscal à 50 %
- Triplement du crédit d'impôt recherche qui passera, à l'horizon 2009, à 2,7 mds €.

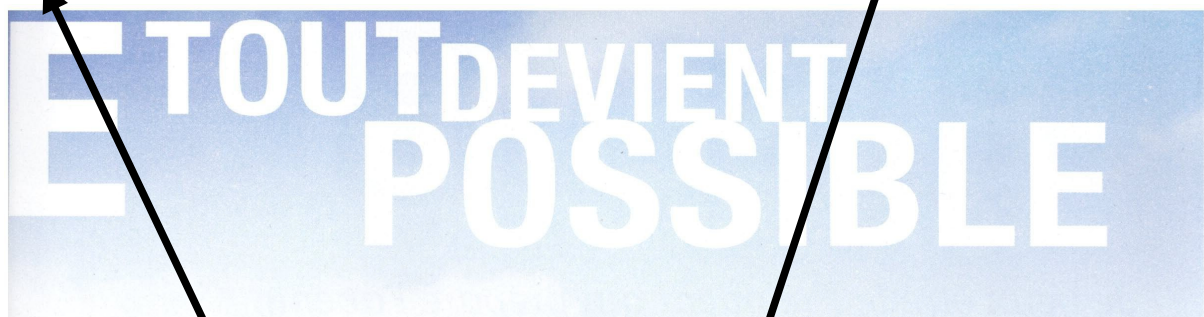
La France profitera de la présidence française de l'Union européenne pour engager la discussion sur la révision des outils communautaires de la PAC

- franchise d'impôt qui permet d'exonérer de droits de mutation 95 % des successions en ligne directe
- franchise d'impôt pour chacun des enfants, petits-enfants ou arrière-petits-enfants dans la limite de 30.000 €

- Le taux de chômage, au sens du BIT, est passé de 8,8 % en 2006, à 7,9% au troisième trimestre 2007, son niveau le plus bas depuis 5 ans

- défiscalisation des heures supplémentaires
- déblocage de la participation des salariés : jusqu'à 10.000 € par salarié
- rachat des jours de repos (RTT, récupération) acquis au 31 décembre 2007, avec une majoration de salaire
- possibilité, par un accord d'entreprise majoritaire de revenir sur les 35 heures

- **loi du 21 août 2007** en faveur du travail, de l'emploi et du pouvoir d'achat
- **loi du 8 février 2008** pour le pouvoir d'achat prévoit que la hausse des loyers ne dépasse pas l'évolution des prix
- **loi du 3 janvier 2008** pour le développement de la concurrence au service des consommateurs vise à abaisser le seuil de revente à perte en y intégrant les "marges arrière"



Je veux être le Président du pouvoir d'achat

Avec l'euro qui a fait augmenter les prix, les salaires qui sont trop bas, le logement qui est trop cher, les impôts qui sont trop élevés, le pouvoir d'achat baisse dans notre pays.

C'est pourquoi les heures supplémentaires seront toutes rémunérées au moins 25 % de plus et exonérées de toutes charges sociales et fiscales, afin qu'en travaillant plus vous puissiez gagner vraiment plus.

Je demanderai aux entreprises de faire un effort sur les salaires, en contrepartie de l'effort de l'État sur les allègements de charges, et je garantirai l'égalité salariale et professionnelle entre les femmes et les hommes. Je baisserai les impôts. Je revaloriserai les petites retraites et réformerai les régimes spéciaux pour consolider le système des retraites par répartition. Je préserverai le pouvoir d'achat des retraités.

- exonération de redevance des personnes âgées de plus de 65 ans est prolongée d'un an
- réforme des régimes spéciaux de retraite

Je veux être le Président qui garantit de nouvelles protections

• loi du 21 août 2007

en faveur du travail, de l'emploi et du pouvoir d'achat : déduction fiscale des intérêts d'emprunts immobiliers

• amplification des ventes de logements HLM à leurs locataires : 40 000 logements devraient ainsi être vendus à leurs locataires respectifs chaque année, soit 1% du parc HLM.

Vous voulez que vos familles, vos proches, vos emplois soient protégés. Rien n'est plus légitime. Avec les partenaires sociaux, nous créons la sécurité sociale professionnelle, qui vous permettra, en cas de chômage, de conserver un contrat de travail, la quasi-totalité de votre rémunération, et de retrouver rapidement un emploi.

Je ferai en sorte que vous puissiez tous être propriétaires de votre logement. En particulier, vous pourrez déduire de vos impôts les intérêts de votre emprunt immobilier. Ceux qui ne payent pas l'impôt sur le revenu recevront une aide de l'État d'un niveau équivalent.

Grâce aux richesses que nous créons, nous mettrons en place les politiques de solidarité dont nous avons besoin : en priorité, aider les familles

dès le premier enfant, renforcer notre système de santé, mieux insérer nos personnes handicapées, protéger nos parents très âgés ou dépendants et leur assurer une fin de vie digne et paisible.

J'agirai pour que l'Europe nous protège dans la mondialisation grâce à des politiques concrètes, en particulier contre les délocalisations. Je réhabiliterai le principe de préférence communautaire, c'est-à-dire le droit pour l'Europe de protéger ses produits et ses entreprises. Je pense que l'Europe doit avoir des frontières : je m'opposerai à l'entrée de la Turquie. J'ai proposé à nos partenaires de sortir de la crise européenne par un traité simplifié, limité aux questions institutionnelles, afin de pouvoir rapidement fonctionner à nouveau.

- **Traité de Lisbonne du 13 décembre 2007** : Les Parlements nationaux voient leur pouvoir renforcé dans le contrôle du principe de subsidiarité ; renforcement du rôle du Parlement européen avec l'extension de la procédure de co-décision du Parlement et du Conseil à la justice et aux affaires intérieures

Je veux être le Président d'un État fort et impartial

• Le Comité de réflexion et de proposition sur la modernisation et le rééquilibrage de la 5ème République, installé en juillet et présidé par Edouard Balladur, a remis son rapport décliné en 77 propositions, le 29 octobre 2007

Je défendrai la V^e République parce que c'est le meilleur régime que nous ayons jamais eu et que les problèmes de notre pays ne sont pas liés à nos institutions, mais à notre pratique.

Je gouvernerai dans la transparence, avec un gouvernement resserré. Je renforcerai les pouvoirs du Parlement. Je veux que la justice soit indépendante, mais aussi responsable. Vous serez protégés contre le risque d'être placés sans défense en prison et vous participerez au jugement des délits les plus

graves, car la justice est rendue en votre nom.

Je renforcerai la présence des services publics dans les quartiers et en milieu rural. Mais je veux aussi que le service public réponde mieux à vos attentes en étant plus efficace et ouvert quand vous en avez besoin. En cas de grève, le service minimum sera garanti par la loi, notamment dans les transports. Je m'appuierai fortement sur le dialogue social. Vos syndicats seront plus forts, mais aussi plus représentatifs et plus responsables.

- non-remplacement d'un fonctionnaire sur deux partant à la retraite, conséquence d'un changement de méthodes et d'organisation, la réussite de la réforme de l'État reposant avant tout sur la motivation des fonctionnaires.



- réforme de la carte judiciaire
- **loi du 30 octobre 2007** instituant un contrôleur général des lieux de privation de liberté

- Trois conférences sociales se sont tenues à l'automne 2007 sur le salaire et le pouvoir d'achat, l'égalité professionnelle hommes/femmes et les conditions de travail.
- **loi du 2 août 2007** sur le dialogue social et la continuité du service public dans les transports terrestres réguliers de voyageurs vise à développer le dialogue et à prévenir les conflits au sein des entreprises.

- **Loi du 2 août 2007** : service minimum dans les transports terrestres
- mise en place d'un service minimum d'accueil des élèves en cas de grève dès la rentrée 2008.

- **loi du 10 août 2007** relative aux libertés et responsabilités des universités : autonomie dans les 5 ans, avec des compétences accrues en matière budgétaire et de ressources humaines.
- Revalorisation de l'allocation de recherche des doctorants de 8% en septembre 2007

- Création d'un puissant ministère de l'écologie, du développement et de l'aménagement durables
- Dans le cadre du Grenelle de l'environnement, tous les acteurs de la société (Etat, parlementaires, collectivités locales, ONG, employeurs et salariés) ont travaillé sur 6 thématiques : lutte contre le changement climatique ; préservation de la biodiversité et des ressources naturelles ; instauration d'un environnement respectueux de la santé ; adoption de modes de production et de consommation durables ; construction d'une démocratie écologique et promotion de modes de développement écologique favorables à la compétitivité et à l'emploi.

- création d'un grand ministère du Budget, des Comptes publics et de la Fonction publique responsable de l'ensemble des finances publiques
- la révision générale des politiques publiques se fait avec un objectif d'économies et de gains de productivité dans la dépense publique
- Dès 2008, les dépenses de l'Etat ont été strictement reconduites en volume

**ENSEMBLE
TOUT DEVIENT POSSIBLE**

Je veux être le Président qui prépare l'avenir des générations futures

Je n'accepte plus un tel niveau d'échec scolaire dans notre pays. Je n'accepte plus que des milliers de jeunes soient envoyés dans des filières universitaires sans débouchés. Je n'accepte plus la situation faite à nos enseignants, professeurs, chercheurs.

Je garantirai à tous vos enfants l'acquisition des connaissances et de la culture nécessaires pour réussir sa vie adulte. Parce que la qualité de notre système de formation et de recherche est un atout essentiel de croissance, je réformerai l'enseignement supérieur et la recherche, en particulier en donnant une autonomie réelle aux universités volontaires. Le développement durable sera au cœur de l'action publique et internationale de la France. Nous devons faire une révolution écologique. Nous en ferons une source de croissance et d'emplois.

Je réduirai la dette et le déficit, qui ont été creusés par l'échec des politiques antérieures, alors que nos politiques réussissent. Les générations futures ne peuvent pas accepter que les générations actuelles vivent à leur crédit.

Je veux être le Président d'une France fière de ses valeurs et de son identité

Avec vous, Français de métropole, d'Outre-mer et de l'étranger, je veux tourner le dos au nivellement, à l'assistanat, et réhabiliter le mérite comme le seul moteur de la promotion sociale. Je veux mettre fin aux discriminations selon l'origine sociale ou la couleur de la peau.

Je considère que l'autorité et le respect sont des valeurs fondamentales de notre société. Je veux que la famille et l'école les transmettent. Je veux transmettre également la valeur de l'engagement, en valorisant tous ceux qui agissent bénévolement dans nos associations.

Je poursuivrai la politique de sécurité, notamment en instituant des peines planchers pour les multi-récidivistes et en réformant le droit pénal des mineurs.

Je veux que la France reste un pays ouvert. Mais si l'immigration n'est pas maîtrisée, elle est à l'origine de graves déséquilibres sociaux. C'est pourquoi j'instaurerai des plafonds annuels d'immigration. Je serai intransigeant avec le respect de nos principes fondamentaux, en particulier l'égalité entre la femme et l'homme, la laïcité, la liberté de conscience. Il n'y aura pas de regroupement familial sans connaissance du français, logement et travail permettant de faire vivre sa famille indépendamment des allocations familiales. Je stimulerai la création et défendrai la langue française pour que la France reste une grande nation de culture. Mais je veux aussi que la culture soit faite pour le peuple et c'est pourquoi je la rendrai accessible au plus grand nombre.

La France pèsera sur la scène internationale et assumera pleinement ses responsabilités dans le respect de son indépendance, de ses alliances et des droits de l'homme.

*Je ne vous mentirai pas, je ne vous trahirai pas
je ne me déroberai pas.
Je vous demande votre confiance pour
qu'ensemble tout devienne possible.*

NICOLAS SARKOZY
sarkozy.fr

- **loi du 20 novembre 2007** relative à la maîtrise de l'immigration, à l'intégration et à l'asile : instauration d'un test de français et d'une série de questions relatives aux valeurs républicaines, avant l'arrivée en France pour les candidats au regroupement familial.
- Le 8 janvier 2008, le président a demandé à Simone Veil de présider une commission chargée de rédiger un projet de texte visant à intégrer dans le préambule de la Constitution l'égalité hommes-femmes, le respect de la diversité, l'intégration et la bioéthique.

- En 2008, expérimentation de la gratuité des musées

- Des programmes recentrés vers l'acquisition des savoirs fondamentaux dès la rentrée 2009.
- assouplissement de la carte scolaire
- extension de l'accompagnement éducatif à tous les collèges dès la rentrée 2008 puis, progressivement, à l'ensemble des écoles et des établissements

- En 2007, baisse de la délinquance générale de 3,7%
- **loi du 10 août 2007** renforçant la lutte contre la récidive des majeurs et des mineurs
- **loi du 8 février 2008** relative à l'irresponsabilité pénale et à la rétention de sûreté, la lutte contre la délinquance sexuelle et développement de la prise en charge médicale

- **loi du 20 novembre 2007** relative à la maîtrise de l'immigration, à l'intégration et à l'asile
- En 2007, 23.200 étrangers en situation irrégulière ont fait l'objet de mesures d'éloignement. Les interpellations d'employés étrangers en situation illégale ont progressé de 46% par rapport à 2006 (2 772 en 2007, contre 1 893 en 2006).
- 4 accords de gestion concertée avec les pays d'émigration ont été signés avec le Sénégal, le Gabon et la République du Congo.

- En 2007, 8 744 personnes ont acquis le statut de réfugié, soit une augmentation de 19% par rapport à 2006.
- La France a obtenu du Conseil de sécurité de l'ONU l'envoi d'une force d'intervention au Darfour pour protéger la population civile.
- Avec l'ensemble des pays du sud de la Méditerranée, Paris travaille à l'émergence d'une "Union méditerranéenne"
- Le montant de l'Aide au développement était de 8 milliards d'euros en 2007 et atteindra 9 milliards en 2008